Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 17/25 - IX – COM

Audience publique du six février deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2023-00408 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Françoise WAGENER, premier conseiller,
Linda CLESEN, greffier assumé.

E n t r e :

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick KURDYBAN, en remplacement de l'huissier de justice Cathérine NILLES de Luxembourg du 20 mars 2023,

comparant par Maître Miloud AHMED BOUDOUDA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

- 1) la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick KURDYBAN, en remplacement de l'huissier de justice Cathérine NILLES de Luxembourg du 20 mars 2023,

comparant par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Philippe DUPONT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 2) la société anonyme **SOCIETE2.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick KURDYBAN, en remplacement de l'huissier de justice Cathérine NILLES de Luxembourg du 20 mars 2023,

comparant par la société à responsabilité limitée VILRET & PARTNERS, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Karine VILRET, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

En résumé, le litige a trait à l'exécution d'une convention tripartite conclue le 2 mars 2020 entre PERSONNE1.), la société anonyme SOCIETE2.) SA (ci-après SOCIETE2.)) et la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après SOCIETE1.)) aux termes de laquelle PERSONNE1.), en sa qualité de caution de la société anonyme SOCIETE3.) SA (ci-après SOCIETE3.)), a consenti au profit d'SOCIETE1.) une délégation de créance d'un contrat d'assurance-vie Nomade N°NUMERO3.) conclu le 10 février 2020 avec SOCIETE2.) pour couvrir les engagements découlant d'un prêt à hauteur de 280.000.- euros alloué le 2 mars 2020 par SOCIETE1.) à SOCIETE3.), déclarée en état de faillite par jugement du 20 décembre 2020.

Faisant valoir que la somme de 281.610.- euros versée par SOCIETE2.) pour la couverture de la dette contractée par PERSONNE1.) en sa qualité de caution de SOCIETE3.), aurait été indûment perçue par SOCIETE1.), PERSONNE1.) assigna, par exploit d'huissier des 9 et 10 juin 2022, SOCIETE1.) en présence de SOCIETE2.) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, pour voir, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, condamner SOCIETE1.) au paiement (i) de la somme de 281.610.- euros, (ii) de la somme de 5.000.- euros à titre d'indemnité sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et (iii) aux frais et dépens de l'instance.

A l'appui de cette demande, il exposa sur base de l'article 1134 du Code civil que SOCIETE2.), en sa qualité de délégué, aurait dû faire précéder sa signature de la mention manuscrite « *bon pour acceptation de la Délégation pour la somme d'EUR 280.000, en principal, frais, intérêts et accessoires* » ; que l'apposition de cette mention aurait été érigée en condition de validité du contrat de délégation par les parties et qu'en son absence, le contrat de délégation serait entaché de nullité et le paiement de la somme de 281.610.- euros intervenu en faveur d'SOCIETE1.) serait sans fondement légal quelconque et indu pour absence de cause. A titre subsidiaire, invoquant l'absence de formalisme prévu à l'article 1275 du Code civil, il estima sur base de l'article 1315 du Code civil, qu'il incomberait à SOCIETE1.), en sa qualité de délégataire, de justifier qu'elle était en possession d'une créance envers lui. La banque devrait démontrer (i) l'existence légale de la société SOCIETE3.), (ii) son inscription au Registre du Commerce et des sociétés conformément à l'article 76 de la loi de 1915, (iii) la validité et l'existence du cautionnement du demandeur en date du 30 juin 2021, (iv) l'exigibilité de la caution au 30 juin 2021, (v) et la capacité d'SOCIETE1.) à réclamer le paiement directement à SOCIETE2.) en date du 30 juin 2021. A défaut, la somme de 281.610.- euros versée par SOCIETE2.) pour la couverture de la dette contractée par PERSONNE1.) en sa qualité de caution de SOCIETE3.), aurait été indûment perçue par SOCIETE1.). A titre infiniment subsidiaire, il fonda sa demande en condamnation sur la théorie de l'enrichissement sans cause. En tout état de cause, il conclut que le montant prélevé ne pouvait, en aucun cas excéder la somme de 280.000.- euros convenue comme étant la limite du contrat de délégation.

SOCIETE1.) répliqua que le contrat de délégation répondrait à toutes les conditions de validité alors que la délégation ne serait assujettie à aucune condition de forme particulière de par sa nature de contrat consensuel, « l'accord des trois parties à l'opération triangulaire en constituant la condition majeure ». Elle en conclut que la mention manuscrite litigieuse ne saurait être une condition de validité dudit contrat à défaut de texte en ce sens. Elle ajouta que cette mention figurerait par ailleurs sur le contrat sous forme dactylographié non manuscrite.

Concernant sa créance, SOCIETE1.) indiqua qu'en date du 10 juin 2021, le compte de SOCIETE3.) aurait présenté un solde débiteur en principal de 279.473,21 euros, étant entendu que le contrat couvrirait tant le principal que les intérêts et les frais de la ligne de crédit accordée, ce qui établirait à suffisance de cause l'existence d'une créance d'SOCIETE1.) vis-à-vis de SOCIETE3.) à hauteur de la somme réceptionnée de 281.610.- euros laquelle s'imposerait à la caution.

Enfin, la demande fondée sur la théorie de l'enrichissement cause pourrait uniquement être intentée à titre principal et à défaut de toute autre action ouverte à PERSONNE1.), de sorte qu'elle serait irrecevable.

SOCIETE2.) conclut à la régularité de la décision et du paiement réalisé par elle au titre du contrat de délégation et demanda à être mise hors cause. Elle précisa que tant son consentement que celui de PERSONNE1.) seraient

valables et figureraient au contrat, la seule absence de la mention manuscrite, laquelle figurerait néanmoins sous forme électronique, ne pouvant emporter nullité du contrat et le transfert du droit de rachat ayant expressément été prévu au contrat de délégation. Elle conclut à l'absence de formalisme nécessaire en la matière. Selon elle, l'une des conditions pour réaliser une délégation serait l'exigence du triple consentement du délégué, du délégant et du délégataire ou le double accord de volontés, d'une part entre le délégant et le délégué et, d'autre part, entre le délégué et le délégataire. En l'espèce, le consentement des parties aurait été formulé expressément tant au sein du contrat que par leurs signatures respectives lesquelles ne sauraient être remises en cause. Elle aurait en conséquence dû procéder à l'exécution de la délégation de créance à première demande et procéder au paiement de la somme sollicitée, ce qu'elle aurait fait suite au courrier du 15 juin 2021 d'SOCIETE1.) réclamant le paiement immédiat de 281.610.- euros et sans qu'elle n'ait eu à vérifier le bien-fondé et l'exigibilité de ladite demande.

Par jugement contradictoire n°2023TALCH06/00443 du 9 mars 2023, le tribunal a reçu la demande principale ; l'a dite non fondée ; a dit la demande de SOCIETE1.) en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile fondée ; a condamné PERSONNE1.) à payer à SOCIETE1.) un montant de 2.500.- euros de ce chef ; a dit la demande de PERSONNE1.) en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile non fondée et a condamné PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance.

Pour statuer ainsi, le tribunal, après avoir constaté que SOCIETE2.) est partie au contrat de délégation et donc pas étrangère au litige, a refusé de mettre l'assureur hors cause. Relevant ensuite qu'aucune stipulation du contrat de délégation n'érige la mention manuscrite en condition de validité dudit contrat et que l'article 1275 du Code civil ne prévoit également pas qu'une délégation de créance serait soumise à la formalité d'une mention manuscrite, il a retenu que la spécificité de la délégation de créance réside en l'absence de formalisme. Les juges de première instance ont encore estimé que le contrat constitue une délégation imparfaite et incertaine au vu de son objet et décidé que l'engagement personnel donné par PERSONNE1.) est à qualifier de cautionnement. Pour rejeter la base légale de l'article 1134 du Code civil, ces mêmes juges ont considéré que dans le cadre d'un cautionnement, la nécessité de la mention manuscrite ne s'applique qu'à la seule caution, de sorte que c'est celle de PERSONNE1.) qui est déterminante et non pas celle de SOCIETE2.), simple déléguée. Ils ont ensuite retenu pour rejeter la base légale de l'article 1315 du Code civil qu'au vu de l'exécution du contrat de délégation, c'est à PERSONNE1.), en tant que demandeur, de rapporter la preuve qu'SOCIETE1.) a fait exécuter le contrat de manière injustifiée, ce que ce dernier n'a pas réussi à faire. Le tribunal a enfin décidé que comme le paiement des 281.610.- euros trouve sa cause dans la relation contractuelle des parties, les conditions d'application de l'enrichissement sans cause ne sont pas données.

Par exploit du 20 mars 2023, PERSONNE1.) a relevé appel de ce jugement qui, selon les informations à disposition de la Cour, ne lui a pas été signifié.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 27 septembre 2024. Les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 4 décembre 2024. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

A l'appui de son acte d'appel, *PERSONNE1.*) demande à la Cour de réformer le jugement entrepris dans toute sa teneur et de lui adjuger le bénéfice de ses demandes initiales. Il sollicite encore l'allocation d'une indemnité de procédure de 5.000.- euros.

Pour voir statuer dans ce sens, et après avoir rappelé le contexte général du litige, l'appelant développe, en substance, les moyens tirés de son argumentation déjà exposée en première instance. Il reproche ainsi au tribunal d'avoir retenu à tort que l'exigence d'une mention manuscrite ne serait prévue ni par la délégation de créance du 2 mars 2020 ni par la loi, alors que les parties auraient convenu que le délégué, *SOCIETE2.*), devait faire précéder sa signature de la mention litigieuse en accord avec l'article 1134 du Code civil permettant aux parties de s'obliger à un formalisme pour rendre leur engagement valide. Le non-respect du formalisme imposé par les parties devrait entraîner la nullité de l'acte. Il critique encore les juges de première instance d'avoir décidé qu'il serait en défaut de prouver une exécution injustifiée du contrat par la banque, alors que la charge de la preuve incomberait à cette dernière. *SOCIETE1.*) n'établirait pas disposer d'une créance certaine, liquide et exigible à l'encontre de *SOCIETE3.*), restée impayée et l'autorisant à activer l'appelant via paiement de *SOCIETE2.*) sur le fondement du contrat de délégation. L'appelant rappelle enfin que le montant prélevé ne pourrait en aucun cas excéder la somme prévue au contrat de délégation.

SOCIETE1.) se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité de l'appel en la pure forme. Au fond, après avoir rappelé sa version des faits et des rétroactes, elle conclut à la confirmation du jugement déféré en réitérant ses moyens développés devant les juges de première instance. Pour l'instance d'appel, elle réclame une indemnité de procédure de 7.000.- euros.

SOCIETE2.) s'en remet à la sagesse de la Cour en ce qui concerne la confirmation du jugement entrepris dans la mesure où aucune demande ne serait formulée à son encontre. Après un bref rappel des faits et de la procédure antérieure, l'intimée entend préciser comme en première instance que la délégation est valable et a été justement exécutée par elle à première demande. Pour ce faire, elle rappelle la notion de délégation, celle de consentement à la délégation et enfin l'obligation à sa charge d'exécuter à première demande. Elle réclame enfin une indemnité de procédure de 2.500.- euros.

La Cour renvoie pour le surplus à l'exposé exhaustif des moyens présentés par les parties tel que repris par le tribunal dans le jugement déféré et qui n'a pas véritablement changé en appel.

Appréciation de la Cour

- Recevabilité de l'appel

SOCIETE1.) s'est rapportée à prudence de justice quant à la recevabilité de l'acte d'appel en la pure forme.

Dans la mesure où l'appel n'est pas autrement contesté et qu'un moyen d'irrecevabilité à soulever d'office par la Cour n'est pas donné, il y a lieu de retenir que celui-ci est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délais de la loi.

- Au fond

Les juges de première instance ayant fait une exacte relation des faits à la base du présent litige, la Cour s'y réfère pour la faire sienne dans son intégralité.

Comme en première instance, la demande est basée sur le contrat de délégation conclu le 2 mars 2020.

Tel que l'a relevé à bon droit le tribunal, l'article 1275 du Code civil dispose que la délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger le débiteur qui a fait la délégation.

La délégation est une opération juridique faisant intervenir trois personnes, par laquelle un délégant donne instruction à un délégué de s'obliger envers un délégataire qui accepte cet engagement. La délégation implique donc un double accord de volontés, d'une part, entre le délégant et le délégué, d'autre part, entre le délégué et le délégataire. L'élément déterminant de la qualification de délégation réside dans l'accord entre délégué et délégataire. C'est la création d'un lien d'obligation nouveau entre le délégué et le délégataire qui caractérise la délégation (cf. JCL civil, Art. 1271 à 1281 Fasc. 40, No 172). La délégation ne suppose pas que le délégant soit créancier du délégué (cf. Cass. com. 21.6.1994 Bull. civ. IV no 225 ; RTPC 1995 p. 113, JCL op. et loc. cit. Nos 18, 47, 49).

Par le mécanisme de la délégation de créance signée le 2 mars 2020, le délégant (PERSONNE1.) oblige en conséquence le délégué (SOCIETE2.) à

payer le délégataire (SOCIETE1.) en cas de défaillance de la part de SOCIETE3.).

Pour qu'il y ait délégation parfaite, il faut que le créancier accepte le nouveau débiteur et donne décharge expresse à son débiteur originaire ; à défaut d'une déclaration expresse du créancier libérant le débiteur primitif, la délégation n'est qu'imparfaite ; elle n'emporte pas novation, ne décharge pas le débiteur et donne au créancier deux débiteurs au lieu d'un, dont chacun est tenu pour le tout et directement.

En l'espèce, l'écrit du 2 mars 2020 ne contient pas de la part d'SOCIETE1.) décharge de PERSONNE1.).

Il s'agit dès lors d'une délégation imparfaite comme l'a correctement retenu le tribunal.

La délégation est dite certaine lorsque l'objet de l'obligation du délégué envers le délégataire est déterminé par le contrat de délégation de façon absolue, sans référence à l'une des obligations fondamentales. Elle est par contre dite incertaine lorsque l'objet de l'obligation du délégué envers le délégataire est déterminé par référence à l'une des ou aux deux obligations fondamentales.

Dans ce cas, la délégation repose, comme en l'espèce, sur l'une des obligations préexistantes, en ce sens que le délégué s'engage à concurrence du montant qu'il doit au délégant ou de ce qui est par celui-ci dû au délégataire.

C'est donc encore à bon droit que le tribunal a qualifié le rapport de droit en cause de délégation incertaine.

L'écrit en question est en conséquence susceptible de constituer une délégation au sens de l'article 1275 du Code civil sous condition d'avoir été valablement formée entre parties visées.

Il convient donc d'analyser l'argumentation formulée par l'appelant pour contester la validité de l'écrit litigieux.

Concernant le formalisme, celui appliqué à la délégation est extrêmement léger, alors qu'aucune forme spéciale n'est prévue par le Code civil. Ainsi, l'acceptation du délégué n'est soumise à aucune forme particulière. Il faut toutefois bien matérialiser dans un acte différents éléments, à savoir : les engagements réciproques du délégant vers le délégué et du délégué vers le délégataire, ce qui revient à exiger une acceptation de la délégation dans le chef du délégué. Il est impératif qu'il y ait expressément un engagement de payer du délégué vers le délégataire, sinon la délégation est réputée ne pas s'appliquer.

Pour rappel, PERSONNE1.) a fait précéder sa signature de la mention manuscrite « *bon pour délégation de la somme de 280.000,- EUR (Deux cent quatre-vingt mille euros) en principal, frais, intérêts et accessoires* » réalisé (cf. page 4 du contrat).

SOCIETE1.) a fait précéder sa signature de la mention manuscrite « *bon pour acceptation de la Délégation* » (cf. page 4 du contrat).

SOCIETE2.) a enfin fait suivre sa signature de la mention dactylographiée « *Bon pour acceptation de la délégation pour la somme de 280.000 EUR (deux cent quatre-vingt mille euros) en principal, frais, intérêts et accessoires* » (cf. page 6 du contrat).

Même à admettre que le contrat prévoyait une mention manuscrite du délégué, la Cour relève que SOCIETE2.) n'a à aucun moment remis en cause son consentement dans la présente affaire.

Il n'est pas sérieusement contestable que cette attitude constitue un aveu implicite mais non équivoque de la réalité de l'engagement pris, venant pour le moins compléter le commencement de preuve par écrit que constitue en tout état de cause la mention dactylographiée dont il n'est pas contesté qu'elle émane de SOCIETE2.).

La Cour approuve encore le tribunal d'avoir retenu que c'est la mention manuscrite de PERSONNE1.) qui est déterminante et non pas celle de SOCIETE2.), simple délégué.

Par l'apposition des signatures des trois parties concernées, le double accord exigé pour qu'il y ait délégation s'est ainsi réalisé.

La délégation ayant été accomplie par l'apposition des signatures du délégant, du délégué et du délégataire et la délégation ayant opéré un lien d'obligation nouveau entre le délégué et le délégataire, une opposition ultérieure du délégant reste sans incidence.

La décision des juges de première instance quant à la validité de la délégation et au rejet du moyen de nullité de l'appelant est donc à confirmer.

C'est encore par des motifs auxquels la Cour se rallie que la juridiction de première instance a décidé qu'en présence d'une exécution consommée du contrat de délégation, c'est à PERSONNE1.) de prouver qu'SOCIETE1.) a fait exécuter ce contrat de manière injustifiée.

Il y a encore lieu de relever concernant la créance d'SOCIETE1.) que son caractère certain ressort du contrat de prêt du 2 mars 2020, son caractère exigible est justifié par l'ouverture de la faillite de SOCIETE3.) ayant conduit à la résiliation du contrat de prêt (cf. clause « *cas de défaut* », dernier alinéa, p. 7 du contrat et courrier de la banque au curateur du 15 juin 2021) et son caractère liquide repose sur une évaluation du portefeuille du 11 juin 2021.

La Cour constate que l'appelant reste toujours en défaut de rapporter une preuve contraire.

Quant au montant garanti, il y a lieu de rappeler d'une part, que la délégation s'étend à tous les accessoires de la dette principale (le contrat visant expressément la somme de 280.000.- euros en principal, frais, intérêts et accessoires) et d'autre part, que l'appelant ne saurait profiter de l'état de faillite de SOCIETE3.) pour se dédouaner en partie de son engagement.

D'ailleurs, l'appelant n'expose pas autrement les raisons pour lesquelles les accessoires ne seraient pas dus. Il se limite à faire valoir que le liquidateur n'a pas été mis en présence d'une déclaration de créance. Or, il est constant en cause que PERSONNE1.) en tant qu'ayant-droit économique de SOCIETE3.) n'a pas pu se méprendre quant à l'étendue de l'opération garantie dans laquelle il est intervenu en qualité de caution de la société faillie.

Il n'y a donc pas lieu de retenir le moyen de l'appelant consistant à dire que le montant prélevé ne pouvait en aucun cas excéder la somme de 280.000.- euros comme étant la limite convenue du contrat de délégation.

S'agissant de l'action de in rem verso invoquée par l'appelant à titre de base subsidiaire, c'est enfin pour des motifs corrects que la Cour adopte que le tribunal a retenu que les conditions d'application de l'enrichissement sans cause ne sont pas données, étant donné que le paiement litigieux du montant de 281.610.- euros trouve sa cause dans la relation contractuelle existante entre parties.

Cette solution reste, au vu de ce qui précède, d'application en appel.

Le jugement entrepris est en conséquence à confirmer sous tous ces aspects.

- Demandes accessoires

Aux termes de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile « lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine ».

L'appelant n'invoquant, ni a fortiori ne démontrant de raison impliquant l'inexactitude de la décision de première instance ayant alloué une indemnité de procédure à SOCIETE1.), il convient en conséquence de confirmer le jugement entrepris sur ce point.

PERSONNE1.) ayant succombé tant en première instance qu'en instance d'appel, il est à débouter de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article précité.

Il serait en revanche inéquitable de laisser à charge des parties intimées l'intégralité des sommes non comprises dans les dépens qu'elles ont dû engager pour obtenir gain de cause en instance d'appel : il y a lieu de faire droit à ces demandes à hauteur de 2.500.- euros.

Les juges de première instance ayant procédé à une saine répartition des frais et dépens de la première instance, le jugement est encore à confirmer sur ce point.

C'est encore pour les mêmes raisons qu'il y a lieu de mettre à charge de l'appelant l'entièreté des frais et dépens de l'instance d'appel.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel en la forme ;

le dit non fondé ;

confirme le jugement entrepris,

déboute PERSONNE1.) de sa demande en obtention d'une indemnité de procédure ;

dit recevables et fondées les demandes de la société anonyme SOCIETE1.) (Luxembourg) SA et de la société anonyme SOCIETE2.) SA en obtention d'une indemnité de procédure à hauteur de 2.500.- euros ;

partant **condamne** PERSONNE1.) à payer à la société anonyme SOCIETE1.) (Luxembourg) SA et à la société anonyme SOCIETE2.) SA à chaque fois la somme de 2.500.- euros de ce chef ;

condamne PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance, avec distraction au profit de la société anonyme ARENDT & MEDERNACH, représentée aux fins des présentes par Maître Philippe DUPONT, avocat concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier assumé Linda CLESEN.